

tion a reçu dans de récents rapports, ainsi que les besoins de localités comme Canso?

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, on a déjà examiné, dans le passé, la question des quotas par localité. Elle a été examinée, notamment, par M. Michael Kirby lorsqu'il a été chargé par le dernier gouvernement de se pencher sur le secteur de la pêche.

Dans son rapport, dans les discours qu'il prononce depuis un mois environ et dans des articles de journaux, M. Kirby a signalé que, sur le plan économique, il serait suicidaire d'établir un système de quotas par localité pour la pêche sur la côte est. C'est là la recommandation que nous avons reçue des experts qui ont étudié la question, dont M. Michael Kirby.

Bien entendu, nous continuerons de nous pencher sur cette question, afin de déterminer s'il est possible d'appliquer une version modifiée de cette recommandation. Pour ce qui est des mesures prises par le gouvernement, je voudrais rappeler que nous avons promis d'injecter 130 millions de dollars. Il ne s'agit absolument pas d'argent déjà prévu pour la région de l'Atlantique. Il est tout à fait faux de prétendre le contraire.

Il s'agit là de crédits débloqués au titre du Programme d'adaptation des travailleurs âgés, qui n'avaient jamais été affectés à des fins précises jusque là. Il s'agit là d'argent destiné à un programme relié au Programme d'adaptation des travailleurs âgés destiné à ceux dont l'âge varie de 50 à 54 ans, un nouveau programme jamais vu au Canada auparavant. Il s'agit, en outre, d'un fonds de développement des collectivités, et il n'y a jamais eu de fonds de ce genre dans le secteur de la pêche au Canada. Il n'est donc absolument pas question, en l'occurrence, de crédits déjà prévus pour la région de l'Atlantique.

M. Chris Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing): Monsieur le Président, j'imagine que la réponse à cette recommandation du rapport Harris est aussi «non».

Les Canadiens de l'Atlantique n'attendent pas seulement les 130 millions de dollars. Ils attendent des ressources pour sauver leurs collectivités. Je me demande si le gouvernement acceptera même une seule des 29 recommandations Harris. Par exemple, acceptera-t-il, comme il est recommandé, d'augmenter les ressources pour la surveillance et l'application de la loi, ou devrions-nous essayer un autre refus? Les Canadiens des provinces atlantiques attendent des mesures concrètes. Ils ne veulent plus de beaux discours.

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, le député agit un peu

Questions orales

hâtivement en demandant des mesures immédiates. Le rapport n'a été rendu public que vendredi dernier. Le ministre a entrepris aujourd'hui de consulter les parties en cause. Il fera une annonce d'ici quelques jours.

Quant à la question de savoir si nous devons consacrer davantage de ressources aux évaluations scientifiques, à l'application de la loi et à la surveillance, je peux rassurer le député. La réponse est oui, O-U-I. Le député pourra dormir tranquille ce soir.

* * *

L'AGRICULTURE

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Il y a un an, le gouvernement a réduit de 500 millions de dollars le budget du ministère de l'Agriculture. Le mois dernier, il a retranché 441 millions de dollars des prévisions budgétaires de ce même ministère.

Le gouvernement sait, depuis novembre dernier, qu'un programme spécial à l'intention des agriculteurs de l'Ouest serait nécessaire pour les aider à résoudre leurs problèmes de liquidités. Le programme, annoncé vendredi dernier par le ministre de l'Agriculture, nécessite la participation financière des provinces. Le premier ministre suppléant peut-il assurer aux agriculteurs de l'Ouest que les fonds prévus dans le cadre de ce programme seront versés au plus tard à la fin de ce mois-ci?

M. Murray Cardiff (secrétaire parlementaire du vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, les négociations entre les fonctionnaires compétents se poursuivent toute la semaine. Une fois que les ministres seront de retour, en fin de semaine, nous espérons pouvoir arrêter un train de mesures en réponse aux demandes des agriculteurs du Canada.

En avançant nos 500 millions de dollars, nous montrons au moins aux agriculteurs que nous sommes très sérieux. Je sais que les agriculteurs de l'Ontario, la région que je représente, ont la très nette impression que le gouvernement fédéral les soutient. Je sais que la confiance règne déjà dans cette région. J'ai la ferme conviction qu'une entente sera conclue très rapidement avec les provinces.

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, l'année dernière le gouvernement a supprimé les prêts sans intérêt du programme des paiements anticipés. Vendredi dernier, il a annoncé que les taux d'intérêt de la Société du crédit agricole vont passer à 14,25 p. 100. C'est complètement déraisonnable. Vendredi dernier, le gouvernement a déclaré qu'on accorderait des milliards de